

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE LES VINGT SETIERS (CEVIN2) - CGN

11-13 cours Valmy
92800 Puteaux

Références : VAT20240645
Code AIOT : 0010011675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE LES VINGT SETIERS (CEVIN2) - CGN implanté Gommerville 28310 Gommerville. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection était programmée dans le cadre du plan régional d'inspection 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE LES VINGT SETIERS (CEVIN2) - CGN
- Gommerville 28310 Gommerville
- Code AIOT : 0010011675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La centrale éolienne les vingt setiers (2) compte 4 éoliennes de 2,3 MW, mises en service en juillet 2011 et exploitées par CGN depuis le 1/1/2019. Les éoliennes sont implantées sur les communes de Gommerville (28) et Pussay (91) (1 mât sur Gommerville, 3 mâts sur Pussay).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
5	Exercice d'entraînement aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	60 jours
9	Contrôle d'intégrité-contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande d'action corrective	60 jours
10	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Demande d'action corrective	60 jours
17	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Registre Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
2	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Formation aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	tests de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa	Sans objet
8	Contrôle d'intégrité- brides et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
11	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
15	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
16	Garanties financières – actualisation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Langue des documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats</p> <p>vu : les manuels de maintenance et notamment :</p>

- Description technique Maintenance principale Éolienne E-82 E2 (CS82a) ; ref D02533164/3.0-fr;version en date du 04/12/2023
- Manuel d'opération Éolienne ENERCON E-82 E2 / 2300/2000 kW ; réf : D0152776-4 ; version en date du 08/03/2017

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Constats

Vu : les conditions d'accès à l'éolienne CEVIN 2.1,

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Constat :

Absence de panneau sur le chemin d'accès de CEVIN 2 et à proximité de l'éolienne CEVIN 2.1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Formation aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : Constats Vu : les attestations de formations (habilitation électrique, travail en hauteur), en cours de validité pour les agents CGNEE Aude Vanrivong et Daouda DIALLO Vu : les attestations de formations et habilitation des agents du principal intervenant technique, Enercon « ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE FORMATION DU PERSONNEL ENERCON » en date du 2/1/2024, mentionnant la prise de connaissance des plans de prévention de chaque parc éolien par les agents amenés à y intervenir ; Vu : les tableaux récapitulatifs des attestations de formations des sous-traitant niveau 2 : planeta France, ESG energy service Est et Cemitech est, attestations en cours de validité ; Vu : Le plan de prévention commun aux parcs vingt setiers 1 et 2 « - PLAN DE PREVENTION DES RISQUES - - HSE PLAN - indice de révision 2 en date du 18/01/2024, et notamment les visas des intervenants techniques attestant de la prise de connaissance du document. <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : vu la réponse apportée à la VI du 16/10/2018 : CR du 12/05/2015 de l'entraînement sur le parc des gargouilles, exploité par théolia France, vu le registre d'exercice « Safety Plan Drill » : présenté lors de VI (tableur excel non transmis) : une dizaine d'exercices ont été conduits sur d'autres parcs gérés par l'exploitant, principalement des évacuations mais pas forcément en nacelle. Constat d'absence d'exercice conduit sur les parcs CEVIN 1 et 2 ; le registre ne contient ni analyse de retour d'expérience (RETEX) ni liste de mesures correctives mises en place. L'exploitant précise qu'une fiche de retour d'expérience est bien réalisée à l'issue de chaque exercice mais n'est pas reportée sur le registre des exercices. Constat : L'exploitant n'a pas conduit d'exercice sur le parc Eolien. Le registre des exercices ne mentionne ni RETEX ni mesures correctives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Intérieur propre et dégagé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Constats <i>Pas d'écart constaté.</i>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : tests de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : Constats <p>Vu les rapports de service Enercon 2024 des éoliennes 1 à 4 « CEVIN x.y - Master maintenance FR - 2024-mm-dd.pdf » pour les tests de mise à l'arrêt (point de contrôle 105) et test de mise à l'arrêt d'urgence (point de contrôle 101) Vu les rapports de service Enercon 2024 des éoliennes 1 à 4 « CEVIN x.y - Wind Based maintenance FR - 2024-mm-dd.pdf » pour le test de survitesse (point de contrôle 2)</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations
Prescription contrôlée : <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
Constats : Constats <p>Vu le manuel de maintenance « Enercon Main Maintenance E-82 E2.pdf » et notamment la procédure de contrôle des couples de serrage consistant à contrôler les couples de serrage : Pour les raccords de mat : (p140) : contrôle visuel + test acoustique sur la totalité des vis de la cage d'ancrage chaque année lors de la maintenance principale (sans marquage de couleur) Pour les raccords de mâts : (p146) contrôle visuel + test acoustique sur la totalité des vis des</p>

<p>raccords mât-mât et mat -palier d'orientation, chaque année lors de la maintenance principale (sans marquage de couleur)</p> <p>Pour les raccords de pales : (p298) contrôle visuel de 90% des raccords au test acoustique et de 10 % au couple lors de chaque maintenance principale annuelle (avec marquage de couleur uniquement sur les vis contrôlées au couple)</p> <p>Pour les marquages de couleurs un code couleur avec une couleur attribuée à chaque année de vérification est défini par Enercon</p> <p>Vu : les rapports de service Enercon 2024 des éoliennes 1 à 4 « CEVIN x.y - Master maintenance FR - 2024-mm-dd.pdf », datés pour les éoliennes de CEVIN 2 respectivement des 16/7/2024; 09/09/2024; 10/09/2024 et 30/09/2024, et plus particulièrement les points de contrôles 195 à 197 pour les brides de pales et 215 à 217 pour les raccords vissés longitudinaux (raccords de mats)</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les documents à visée interne d'Enercon de Contrôle visuel des pâles « Rotorblade status report ». ces documents sont disponibles pour toutes les éoliennes ; ils sont rédigés en langue anglaise, leur fréquence de mise à jour est une fois tous les 3 ans ; les rapports ne mentionnent pas la cotation du niveau de gravité et la suite à donner à chaque défaut constaté. La position des défauts n'est généralement pas mentionnée (pas de référence de lettre de pale, ni de position exacte)</p> <p>L'exploitant indique avoir passé une convention avec des riverains pour procéder à un constat visuel toutes les deux semaines. (vérification sommaire avec jumelles).</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas de justificatif concernant la réalisation de contrôle visuel de moins de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats</p> <p>L'exploitant a transmis un document listant les SIS identifiés par Enercon : « 20230214_LISTE DES SIS ENERCON 2 »</p> <p>Ce document présente une liste de capteurs : Détecteur d'incendie ; détecteur de survitesse ; contrôle de couple, capteur de bruit dans le spinner ; capteur limite de pâle ; capteurs d'oscillation. La périodicité pour chacun de ces capteurs est de 1 an.</p> <p>La liste de capteurs identifiés ne répond pas à la définition des SIS (systèmes instrumentés de sécurité) . Les SIS ne se limitent pas aux capteurs mais incluent l'ensemble de la chaîne de gestion, notamment les systèmes de prise d'information (capteurs et détecteurs et les éléments de transmission du signal associé), les outils de traitement (automate, calculateurs, relais ...) et d'actions (actionneurs avec ou sans intervention d'un opérateur) permettant de mettre en sécurité l'installation en cas d'incident.</p> <p>Constat :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une liste de SIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Constats VU : les 4 Manuels d'entretien : <ul style="list-style-type: none"> · Enercon Grease maintenance E-82 E2 · Enercon Main maintenance E-82 E2 · Enercon Operational manual E-82 E2 · Et Enercon 300h maintenance E-82 E2, plus applicable et rédigé en anglais. Vu les registres de maintenance des postes de livraison Pour CEVIN 1 : CEVIN 1 2024 10 01 MAINT CGN M'GYS Rapport maintenance HT constructeur PdL Pour CEVIN 2 : CEVIN 2 2024 10 02 MAINT CGN M'GYS Rapport maintenance HT constructeur PdL Vu : l'application utilisée par le turbinier Enercon permettant de renseigner les ordres de service et de consigner les interventions réalisées sur chaque éolienne <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Brûlage à l'air libre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Constats <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : VU : le plan de prévention CGNEE « - PLAN DE PREVENTION DES RISQUES - - HSE PLAN -VINGT-SETIERS (WINDFARM // FRANCE, EURE-ET-LOIRE) indice de révision : V2 du 18/01/2024, rédigé par Daouda DIALLO et Marie CZERYBA (Enercon) et applicable en 2024 et commun aux parc Cevin 1 et 2. (seule la page 8/62 semble spécifique aux parcs CEVIN 1-2 avec les positions WGS de chaque mat et point de livraison.). Vu : les affichages en pied d'éolienne : L'exploitant indique qu'il dispose d'une procédure pour la gestion de la survitesse « appendix suite », non transmise et non consultée. Constat : Les consignes de sécurités disponibles pour les personnels de maintenance et de contrôle ne mentionnent pas l'ensemble des items prévus réglementairement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures
Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

Constats :

VU : le plan de prévention CGNEE « - PLAN DE PREVENTION DES RISQUES - - HSE PLAN -VINGT-SETIERS

(WINDFARM // FRANCE, EURE-ET-LOIRE) indice de révision : V2 du 18/01/2024, rédigé par Daouda DIALLO et Marie CZERYBA (Enercon) et applicable en 2024 et commun aux parc Cevin 1 et 2.

Le plan de prévention n'apporte pas d'information sur l'organisation pratique des secours il ne tient pas compte de la spécificité des parcs, situés à la limite entre deux régions (département 28 et 91).

L'exploitant indique qu'en cas d'alerte, les automates procèdent normalement à la mise à l'arrêt des éoliennes défaillante et que le centre de conduite de CGN transmet l'alerte à l'équipe d'exploitation (site manager et responsable HSE) qui se rendent sur place pour gérer la situation.

Un exercice est réalisé pour tester la réactivité de la chaîne d'alerte : un agent Dreal procède à un signalement de départ de feu en nacelle.

Le scénario testé dans l'exercice est un signalement par un promeneur dégagement de fumées en nacelle de CEVIN 2.1, l'éolienne est toujours en mouvement. Une hypothèse favorable est retenue : le promeneur connaît bien les lieux, notamment le nom des deux communes les plus proches et sait s'orienter.

En l'absence de panneau ICPE sur le chemin d'accès et à proximité de l'éolienne CEVIN E2.1 mentionnant les coordonnées du centre de conduite CGN. L'agent DREAL contacte le 112.

L'appel est passé à 15h32'00'' depuis l'extrémité de la plateforme de CEVIN2.1, située dans le département 91 mais à proximité immédiate du 28 (environ 30 m, la zone de survol de l'éolienne couvre les deux départements.

L'appel abouti au SDIS 91 qui demande les références exactes de l'éolienne : l'agent dreal doit se positionner dans la zone de survol pour pouvoir lire le panneau fixé sur l'escalier du mat de l'éolienne CEVIN 2.1. l'agent Dreal donne lecture des informations mentionnées sur le panneau : CEVIN 2 1 /PSP 03.

L'agent SDIS 91 n'est pas en capacité d'identifier le mat en question. Il bascule l'appel vers le SDIS 28.

Le SDIS 28 prend l'appel et informe l'agent DREAL qu'il transmet le signalement à l'exploitant et invite à raccrocher.

L'alerte n'a pas été retransmise au site manager ni au QHSE (dernière vérification à 17h50).

Constats :

Les documentations disponibles au niveau du service d'urgence qui reçoit l'appel ne lui permettent pas de localiser précisément le sinistre. Le délai de mise en œuvre des mesures d'urgence n'est pas respecté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
Constats : <p>Constats</p> <p>Seuls les extincteurs du poste de livraison CEVIN 1 et ceux situés en pied des éoliennes CEVIN 1.1. 2.1 sont contrôlés : il s'agit d'extincteurs au CO2, adaptés aux feux électriques, ils sont à jour de leur vérification périodique.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Garanties financières – actualisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, GF-actualisation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
Constats : <p>Vu l'acte de cautionnement VS322-15082022 contracté auprès de la société Balcia insurance (RCS de Lettonie 40003159840) en date du 9/9/2022 et valable pour la période du 15/08/2022 au 14/08/202 ; acte portant sur les 8 éoliennes de CEVIN 1 et 2 à hauteur de 453 393€.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

Vu : les bordereaux de suivi de déchets (BSD) établis sur l'application trackdechets pour le producteur Enercon (74986448400037) pour les années 2022 à 2024 et produits par le point de collecte ENERCON situé à 28630 GELLAINVILLE ;

Vu : le courrier Enercon du 09 Décembre 2024 « Objet: CEVIN 1 et 2 (S-05416)_Gestion des déchets par ENERCON » mentionnant « *Nous considérons que les déchets produits par les éoliennes sont issus de notre activité de maintenance et donc non produites par les turbines.* » ;

Vu : l'absence d'enregistrement des établissements CEVIN 1 et 2 sur la plateforme trackdechets;

Vu : l'absence d'entreposage de déchet sur site ou à proximité (y compris point de livraison).

Les informations mentionnées sur les registres de déchets indiquent notamment que les installations destinataires des déchets dangereux sont les suivantes :

- pour le Code déchet : 15 01 10* Dénomination usuelle : EMBALLAGES SOUILLES : installation destinataire : **CHIMIREC CDS** N° SIRET : 43973805500029 (Adresse complète : 20 RUE JEAN MOULIN 28700 BEVILLE-LECOMTE)
- Pour les codes déchet : 16 06 01* Dénomination usuelle : BATTERIE PLOMB et 20 01 21* Dénomination usuelle : LAMPES installation destinataire : **PAPREC D3E** N° SIRET : 43276414000070 Adresse complète : 18 RUE DU FER A CHEVAL 95200 SARCELLES

Entendu : L'exploitant indique ne pas vérifier la conformité réglementaire de ces installations destinataires.

Considérant que le système de bordereaux d'Enercon ne permet pas de s'assurer de la traçabilité des déchets (impossibilité d'identifier les parcs rattachés au site d'Enercon Gellainville, impossibilité de suivre les déchets d'un parc donné et les lieux effectifs de prise en charge).

Considérant que le producteur de déchet n'est pas le prestataire de service (Enercon) mais bien le parc éolien générateur de déchet, position réaffirmée par le ministère chargé de l'écologie de manière constante : CEVIN 1 ou CEVIN 2 doivent donc apparaître en tant que producteur.

Constat :

L'exploitant n'est pas identifié comme producteur de déchets.

L'exploitant ne s'assure pas que les installations utilisées pour l'élimination des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Registre Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,

<p>selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Constat :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de registre des déchets sortants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>